

Les non engagés

Le tiers monde fait fausse route

Les pays du Sud ont perdu une belle occasion à Kyoto en refusant de s'engager sur la voie d'objectifs quantifiés. La participation au marché des quotas d'émission leur aurait offert des ressources substantielles.

José Goldemberg

Professeur à l'Université de São Paulo, ancien secrétaire à l'environnement du gouvernement brésilien durant la conférence de Rio*

Du point de vue des pays du tiers monde, Kyoto ne peut être considéré comme un succès. Le groupe des 77 et la Chine ont certes réussi à ne pas prendre d'engagements sur leurs niveaux d'émission de gaz à effet de serre. Mais en contrepartie, ils se sont exclus du marché des droits à émettre qui pourrait bientôt voir le jour, dont on estime pourtant qu'il représenterait quelque 10 milliards de dollars par an vers 2010.

Cette marginalisation des pays du Sud est de mauvais augure. Ces pays sont des producteurs de plus en plus importants de gaz à effet de serre et ils dépasseront les pays développés après 2010. Les principaux Etats impliqués sont la Chine, en raison de l'utilisation croissante du charbon, le Brésil et l'Indonésie, à cause de la déforestation.

Les pays en développement rejettent le principe d'un marché des droits à émettre car les pays industrialisés, aujourd'hui les principaux pollueurs, n'en font pas assez chez eux pour réduire leurs émissions, contrairement aux engagements qu'ils avaient pris en 1992 en signant à Rio la convention-cadre sur le changement climatique. Il est vrai que depuis, les émissions des pays riches ont continué de croître d'environ 1 % par an.

Mais répéter ce type d'argument perd de son sens depuis qu'à Kyoto, les pays développés ont clairement accepté de réduire leurs émissions de 5 % en 2010 par rapport à leur niveau 1990. De même, les pays pauvres se refusent à accepter des engagements sur la maîtrise de leurs émissions car ils estiment que les pays développés cherchent à fuir leurs responsabilités, notamment en proposant des transferts de technologie au Sud pour limiter leurs efforts chez eux.

A Kyoto, les pays en développement ont perdu une belle occasion en rejetant la proposition qui leur était faite d'adhérer volontairement au programme de réduction des émissions de gaz à effet de serre, en adoptant leurs propres objectifs et calendriers. Ils auraient ainsi pu participer au marché des permis d'émission et disposer de ressources supplémentaires. Mais la crainte que cette adhésion ne devienne une conditionnalité de plus pour accéder à des financements auprès des bailleurs de fonds a probablement entraîné un refus de cette proposition.

Il était certes hors de question pour les pays en développement d'accepter ce qu'a tenté d'imposer le Sénat américain : des limitations d'émission identiques à celles des pays industrialisés. Cela aurait signifié, au moins à moyen terme, le blocage de leur croissance économique. Mais d'autres solutions étaient possibles. D'autant que les pays en développement n'ont pas besoin de copier le modèle passé des pays industrialisés. Ils peuvent au contraire sauter des étapes en adoptant des technologies propres.

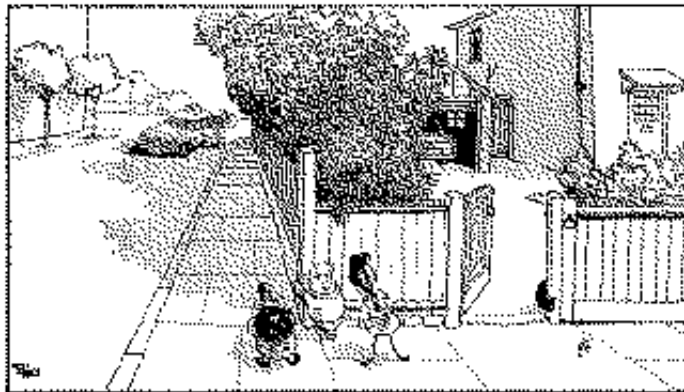
Pour les pays du Sud, le seul acquis de Kyoto est le projet de création d'un mécanisme de développement propre. Le gouvernement brésilien avait proposé d'instaurer un fonds international alimenté par des pénalités qu'auraient payées les pays industrialisés ayant dépassé leur quota d'émission : 10 dollars par tonne de carbone excédentaire. Ce mécanisme aurait permis de financer au Sud des programmes de reboisement ou de maîtrise de l'énergie. Cette idée a été rejetée au profit d'un mécanisme de développement propre, fondé au contraire sur des contributions

volontaires des pays développés. En alimentant un fonds permettant de réduire le niveau des émissions au Sud, les pays du Nord réaliseraient ainsi une partie de leurs propres obligations.

Le fonctionnement concret de ce mécanisme devrait être clarifié en novembre 1998 à Buenos Aires lors de la prochaine conférence des Parties.

Le Sénat américain pourrait ne pas ratifier le proto-

cole de Kyoto en raison de l'absence d'engagements significatifs de la part des pays en développement. Mais à cette intransigeance s'ajoute celle du groupe des 77 - dont le Brésil - qui, avec la Chine, a refusé de négocier des compromis pragmatiques dont il aurait pu bénéficier. La conférence de Kyoto pourrait alors être jugée bien sévèrement : un succès pour les pays riches, qui ont commencé à harmoniser leurs différences, mais une déroute du point de vue des émissions globales à cause de la résistance des pays du tiers monde. ■



© GILES/1979 EXPRESS NEWSPAPERS LIMITED

« Je ne crois pas que papa économise autant d'essence que le pense maman en allant au travail à vélo... »

*Universidade de São Paulo
 Instituto de eletrotécnica e energia
 Av. Prof. Almeida Prado
 925 - Cidade Universitaria
 05508-900 - Sao Paulo - SP - Brésil.
 Tél. : 55 11 818 50 53. Fax : 55 11 818 50 56.
 E-mail : goldemb@iee.usp.br